

La Lettre du CEFRES

Centre français de recherche en sciences sociales de Prague
Vyšehradská 49, 128 00 Praha 2, CZ
www.cefres.cz

Numéro 18
janvier-février 2005

Sommaire :

<u>Le mot du Directeur,</u>	p. 1
<u>Recensions et commentaires,</u>	
Actualités	p. 2
Comptes-rendus	p. 3
<u>Programmes,</u>	
Calendrier des manifestations scientifiques	p. 7
<u>Appel à candidatures pour une bourse du CEFRES,</u>	p. 8
<u>Dernières publications des membres du CEFRES,</u>	p. 9

Le mot du Directeur

2006 sera placé sous le signe de la continuité de nos efforts pour que le CEFRES s'impose comme un centre de recherche inséré dans l'espace scientifique européen.

Sur le plan de la recherche tout d'abord, l'actualité de ce début d'année va dans ce sens. Le CEFRES a accueilli le 6 février la première réunion du groupe de recherche « Mouvements sociaux, approfondissement et élargissement de l'Union européenne », dont il a la responsabilité dans le cadre du réseau d'excellence européen CONSENT coordonné par l'université de Cologne. Sandrine Devaux, ancienne doctorante du CEFRES, a bien voulu accepter de prendre en charge la direction du groupe auquel se sont joints plusieurs chercheurs du CEFRES, mais aussi Maria Karasinska-Fendler, chercheuse polonaise de l'Université de Lodz, et Jüri Ruus, chercheur estonien de l'Université de Tartu. En partenariat avec l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de la République tchèque s'est également tenue le 16 janvier au CEFRES une journée d'étude consacrée à « Genre et politique dans l'Europe élargie ». Placé sous la responsabilité de Maxime Forest, ancien doctorant du CEFRES, ce colloque a réuni soixante personnes intéressées par la question de la place des femmes en politique dans les démocraties européennes. Il a permis d'accueillir les meilleures chercheuses tchèques, françaises, mais aussi suisses grâce au soutien apporté au CEFRES par l'Ambassade de Suisse en République tchèque.

La nécessité de renforcer les liens avec les centres de recherche du ministère français des Affaires étrangères situés en Europe (le Centre Marc Bloch de Berlin, la Maison française d'Oxford et la Mission historique de Göttingen) a été évoquée lors d'une rencontre des quatre directeurs qui s'est tenue au CEFRES le 23 janvier. Il a été décidé non seulement de mieux s'informer, de favoriser les échanges d'étudiants, mais aussi de lancer des initiatives communes. C'est ainsi, qu'en juin 2006, la maison française d'Oxford accueillera la

première rencontre doctorale commune aux quatre centres. Consacrée à la méthodologie des sciences sociales, cette réunion permettra à plusieurs doctorants tchèques et français du CEFRES de se rendre à Oxford pour échanger avec leurs collègues de Berlin, de Göttingen et d'Oxford. Philippe Rusin, maître de conférences des universités en délégation CNRS au CEFRES, a en outre accepté de réfléchir au projet, déjà discuté avec le Centre Marc Bloch, d'une école d'été pour les doctorants en 2007.

La prochaine conférence, qui se tiendra au CEFRES les 23 et 24 mars 2006, sera consacrée à « l'Union européenne et le développement de l'Afrique ». Organisée en collaboration avec le Centre de développement de l'Institut des relations internationales de Prague, cette conférence permettra, grâce au soutien de la DGCID, d'examiner la place qu'occupe l'Afrique dans la politique étrangère des 25 pays de l'Union. Le fait d'organiser cette réunion à Prague revêt un sens particulier. Elle sera en effet l'occasion de réfléchir à l'engagement particulier des nouveaux États membres de l'Union à l'égard de l'Afrique. Chercheurs, experts, fonctionnaires et représentants des ONG de la République tchèque, de Slovaquie, de Hongrie et de Pologne auront ainsi l'occasion d'échanger avec leurs homologues des autres États membres, de la Commission européenne, de l'Organisation Mondiale du Commerce. Deux experts africains seront également présents à Prague pour les débats.

Le CEFRES publiera au printemps sous la forme d'un « Cahier du CEFRES » les travaux du séminaire sur l'histoire sociale du communisme, dirigés par Muriel Blaive. En outre, les éditions Nomos de Baden - Baden publieront au printemps l'ouvrage *Partner oder Beitrittskandidaten ? Die Nachbarschaftspolitik der Europäischen Union auf dem Prüfstand*, résultat de la conférence sur la politique de voisinage de l'Union européenne organisée avec la Société allemande de politique étrangère (DGAP) au CEFRES en juin 2004. Le travail scientifique nécessitant de pratiquer le plurilinguisme en Europe, le CEFRES est ainsi heureux de co-publier un ouvrage en langue allemande.

Pour terminer, il faut rappeler que le CEFRES offrira à des étudiants en doctorat inscrits dans une université française deux bourses d'études à compter de la rentrée universitaire 2006-2007. Les procédures permettant de postuler à ces bourses de sciences sociales sont disponibles sur le site Internet du CEFRES. Il est enfin toujours agréable de signaler la parution d'un livre de la plume d'un ancien boursier du CEFRES. Sandrine Devaux vient ainsi de publier chez Belin *Engagements associatifs et postcommunisme : le cas de la République tchèque*. Dans cette étude de sociologie politique issue de sa thèse de doctorat, Sandrine Devaux analyse la dynamique du secteur associatif en République tchèque depuis 1990. Les parties consacrées aux organisations de jeunesse sont particulièrement intéressantes. On y comprend comment se sont développées, dans le contexte de la démocratie retrouvée, les nouvelles institutions, sans faire totalement abstraction du passé (passé démocratique d'avant 1948, passé communiste d'avant 1989). Cette belle étude de cas éclaire le rapport entre historicité et changement dans le développement institutionnel des États d'Europe centrale.

Christian Lequesne

Recensions et commentaires

Actualités :

La vie politique tchèque est actuellement dominée par les prochaines élections qui se dérouleront les 2 et 3 juin comme vient d'en décider le président de la République. Si l'ODS a depuis un an largement dominé les autres formations dans les différents sondages d'opinion (avec environ 30% des intentions de vote), l'arrivée à la tête du Gouvernement de Jiří Paroubek a nettement renversé la situation en faveur du principal parti de la coalition au pouvoir, le parti social-démocrate (ČSSD), qui s'est progressivement débarrassé de certains de ses dirigeants liés à des scandales financiers (depuis l'ancien premier ministre Gross jusqu'au plus ancien député Kraus). La social-démocratie talonnerait actuellement le parti de droite dirigé de manière assez désordonnée et manifestement sans conception d'ensemble par Miroslav Topolánek. La situation semble par voie de conséquence à nouveau mener vers une coalition incertaine si le résultat des élections se révélait équilibré : l'ODS ne paraît pas être en mesure de pouvoir fonder une coalition suffisante avec les démocrates chrétiens (KDU-ČSL), tandis qu'à gauche la situation est toujours complexe du fait de l'importance des communistes (KSČM), dirigés depuis l'automne par Vojtěch Filip, et de l'interdiction que se font toujours les sociaux-démocrates d'entrer en coalition avec un parti qu'ils estiment insuffisamment réformé. Une coalition ouverte paraît donc pour l'instant impossible (ce qu'ont confirmé à de nombreuses reprises les dirigeants du ČSSD) mais un compromis semble envisagé sur la base d'un gouvernement monocolor social-démocrate soutenu à la Chambre des députés par les députés du KSČM. Cette solution, qui mettrait le ČSSD à la merci des communistes en situation d'arbitres, est opportunément dénoncée par les deux autres partis certains de se

retrouver au Parlement, l'ODS et le KDU-ČSL, utilisant cette hypothèse comme un fait avéré et s'appuyant sur celle-ci pour dénoncer le retour au pouvoir des communistes. L'anticommunisme reste un argument, sinon unique (principalement pour ce qui est de l'ODS marqué par une incapacité nette à proposer un programme électoral ou politique consistant), du moins majeur de la campagne pré-électorale, de même que les scandales financiers plus ou moins importants qui touchent de près ou de loin ces partis (à l'exception des communistes).

L'actualité est cependant actuellement dominée par la tentative de réforme du secteur de la santé lancée par le nouveau ministre Rath. Lui-même médecin, longtemps à la tête d'un des principaux syndicats de la profession et principalement connu pour sa personnalité peu diplomate, Rath a accepté l'offre que lui a faite Paroubek de prendre la tête de ce ministère à haut risque. Logiquement critiqué par l'ODS sur sa conception de la réforme, notamment sur son refus de la privatisation des hôpitaux, il semble jouer le rôle de bélier préélectoral pour le compte du ČSSD, en affrontant de manière parfois violente tant les corporations médicales et paramédicales que l'ODS.

La nouvelle année politique est néanmoins marquée par d'autres phénomènes certes intéressants mais qui ne semble pas être en mesure de mettre en cause le quasi « quadrille bipolaire » tchèque contemporain : tout d'abord remarquons la prise en main du parti Vert (Zelení) par Martin Bursík qui a réussi à prendre les rennes de ce parti depuis quelques années dominé par les sympathisants de Patočka et Beránek, et à proposer de recentrer l'idéologie du parti sur des conceptions plus classiquement écologistes et moins sur des ententes électorales incertaines avec des micro-partis de centre droit. Si le parti est toujours crédité d'un pourcentage de voix proche de la barrière des 5 % nécessaire pour entrer à la chambre basse, le capital de sympathie dont jouissent les Verts, notamment dans grandes villes, reste à être confirmé par une entrée à la Chambre des députés (ils disposent déjà d'un sénateur qui n'est cependant pas membre du parti, Jaromír Štětina). Le jeu n'est pas joué d'avance, comme en attestent certains choix politiques (une position assez nettement anti social-démocrate fermant une éventuelle coalition ou l'appel par exemple à l'activiste antigouvernemental Penc en tête de liste à Hradec Králové) tandis qu'une certaine forme d'amateurisme se fait encore sentir dans l'activité du parti et plus particulièrement dans sa campagne électorale.

Autre tentative également à suivre, le rapprochement entre deux formations relativement proches, celle de Josef Zieleniec et celle des Démocrates européens qui, pour l'essentiel, peuvent être considérées comme des formations regroupant des personnalités passées par les (premiers) rangs de l'ODS, s'appuyant sur un électorat conservateur pro-européen, vraisemblablement similaire à celui de l'Union de la liberté à sa meilleure époque (aujourd'hui en délitement). Le rapprochement éveille certains doutes dans la mesure où d'une part la manœuvre paraît par trop électorale pour être sincère et réaliste et, d'autre part, chacune des deux formations conserve son indépendance. Ceci laisse présager de futurs déchirements entre les fortes personnalités qui les composent, dans la droite ligne de ce qui peut-être considéré maintenant comme une caractéristique du libéralisme partisan tchèque.

Michel Perottino

Comptes rendus :

Mardi 25 octobre 2005 : Ateliers en sciences sociales CEFRES / EHESS / Université Charles

Robert Boyer (Directeur d'études à l'EHESS) *La réception différenciée de la mondialisation économique*

Ondřej Schneider (Faculté des sciences sociales, Prague) *La globalisation, le salut de l'Europe ?*

Robert Boyer a proposé ici de réfléchir à la signification de la multiplication des termes visant à caractériser la nouveauté des processus d'internationalisation contemporains. Il a en particulier attiré l'attention sur le succès du mot globalisation qui s'est progressivement substitué au terme de mondialisation. Un rapide test des définitions successives montre que peu d'entre elles sont pertinentes, dans la mesure où elles caractérisent plus un état asymptotique que la configuration actuelle des relations qu'entretiennent le national et l'international. Considérant le terme de globalisation comme trop global, Robert Boyer a appelé à une plus grande rigueur analytique combinant deux grands critères : l'intensité des relations à longue distance d'une part, et la profondeur de l'altération qu'induit l'internationalisation sur le processus de création et de distribution de la valeur produite par les firmes d'autre part. Opposant les économies continents – au sein desquelles se distinguent celles qui ont vocation à être un empire – aux petites économies ouvertes de type social-démocrate, Robert Boyer a mis en évidence les capacités fort inégales dont disposent les différents États-nations pour répondre aux changements dans l'internationalisation et tout particulièrement au durcissement de la concurrence. Ainsi, nombre d'économies, hier de taille moyenne, se sont trouvées de fait déstabilisées faute de procédures institutionnelles de négociation de l'équivalent de pactes sociaux. Robert Boyer a alors avancé quelques hypothèses concernant les relations qu'entretiennent les conceptions de la globalisation avec les caractéristiques des modes de régulation et des régimes de croissance nationaux, en soulignant les implications

de cette réflexion quant à l'avenir de la construction européenne : il s'agit en effet d'une stratégie tentant de combiner les impératifs de la compétitivité et de la performance économique avec ceux de la légitimation et de l'acceptation par le citoyen.

L'argument majeur défendu par **Ondřej Schneider** est que le processus que nous appelons globalisation est naturel et économiquement positif. Selon lui, la levée des obstacles à la libre circulation des marchandises, des capitaux, des services et des personnes entre les États ou les continents représente une grande opportunité, non seulement pour les habitants des pays en développement, qui peuvent profiter de salaires plus élevés, mais aussi pour les habitants des pays industrialisés, qui ont accès à une offre beaucoup plus importante de marchandises et de services. Dans le même temps, la mondialisation augmente les exigences pesant sur les entreprises et les employés dans les pays développés et met à l'épreuve nos stéréotypes, nos coutumes ainsi que par exemple nos systèmes sociaux. Il s'agit cependant là, de l'avis de O. Schneider, d'une oxydation plus que nécessaire du modèle de capitalisme européen quelque peu faiblissant.

Mercredi 26 octobre 2005 : Raymond Aron: philosophe et sociologue de la liberté

Colloque organisé par le CEFRES et la Faculté des sciences sociales de l'Université Charles

En ouverture, **Christian Lequesne** rappelle la nécessité, au-delà de la commémoration du centenaire de la naissance de Raymond Aron, de revenir sur l'œuvre d'un profond analyste du totalitarisme et d'un homme d'action inclassable ; ainsi que celle d'articuler les trois dimensions principales de son œuvre : philosophie de l'histoire, analyse du politique et pensée des relations internationales. **Miroslav Novák** rappelle l'importance de l'œuvre d'Aron dans le contexte tchécoslovaque, et notamment l'importance de sa contribution à la pensée du totalitarisme, ce dont témoignent les traductions éditées en samizdat sous le communisme, puis au grand jour après 1989.

Pierre Hassner présente Aron en tant que **penseur du totalitarisme**, et insiste sur la centralité de ce concept dans son œuvre. Dès 1939 et jusqu'à la fin des années 1970 se déploie une pensée très novatrice dans le contexte français ; Aron, revenant sur les jalons de son œuvre, mettra lui-même l'accent sur le concept de « religions séculières » (1944) et sur l'« opium des intellectuels » (1955) qu'était à ses yeux le marxisme. C'est donc dans le cadre de sa lutte contre le totalitarisme et contre la guerre totale que doivent être relus ses travaux sur les relations internationales et les relations industrielles ; la fin ultime de son combat étant, dans une perspective rationaliste (kantienne), la reconnaissance de l'homme par l'homme.

À cette intervention succède une **table ronde** réunissant autour du président Miroslav Novák Petr Fleischmann, Petr Horák et Zdeněk Vašíček sur la **réception d'Aron en Tchécoslovaquie**. Trop dangereux pour le régime et moins populaire que ses contemporains existentialistes, qu'Hannah Arendt ou que les théoriciens de l'École de Francfort, Aron est plutôt perçu comme un commentateur. Ses livres ne sont pas faciles d'accès, et il est souvent filtré par l'analyse soviétique. Sa réception est également limitée du fait de la modération de sa pensée politique.

Bertrand Badie présente Aron comme penseur du **système international de la guerre froide**. À l'époque d'Aron, l'Europe est le cratère des relations internationales depuis le Traité de Westphalie, ce qu'elle n'est plus désormais. Aron est un « réaliste » à l'euro-péenne, qui fait constamment référence à Morgenthau. Mais il est réaliste par force, à cause du contexte de « belliquosité ». Néanmoins, il se distingue du « réalisme » classique sur trois points : sociologue, il n'est pas focalisé sur le choc des puissances. Par ailleurs il pense que l'État n'épuise pas la réalité du jeu international. Enfin, il bifurque avec le réalisme américain en rejetant le positivisme et le mono-déterminisme.

La deuxième séance s'ouvre sur une présentation par **Miroslav Novák** de Raymond Aron **sociologue des régimes politiques du XX^{ème} siècle**. Aron, à la suite d'une tradition française où l'on trouve Montesquieu et Tocqueville, pense la primauté de la politique sur l'économie. Aron, qui rejetait clairement la théorie de la convergence, n'a pas pu vivre 1989, mais il aurait été moins surpris de la chute du totalitarisme que la plupart de ses contemporains. De façon générale, nombreuses sont les intuitions et les prévisions d'Aron qui se sont réalisées.

À la suite de cette intervention, **Jan Maršálek** présente, dans un dialogue avec les travaux de Sylvie Mesure et à partir de *l'Introduction à la philosophie de l'histoire* et de *l'Essai sur la théorie de l'histoire dans l'Allemagne contemporaine*, la **philosophie de l'action** de Raymond Aron. À première vue, entre la tradition philosophique et son travail dans les domaines politique et social, on peut voir une déchirure ; mais la réalité montre que ses textes philosophiques sont le contexte préparatoire de ses textes politiques, les prolégomènes à la compréhension de sa pensée politique.

Nathanaël Dupré La Tour

Mardi 22 novembre 2005 : Ateliers en sciences sociales CEFRES / EHESS / Université Charles

Monique de Saint-Martin (Directrice d'études à l'EHESS) *Internationalisation des élites et recomposition des pouvoirs nationaux*

Petr Matějů (Institut d'analyses économiques et sociales, Prague) *Renouveau de capitalisme : le rôle des élites et des classes moyennes*

Après avoir précisé la notion centrale d'« élite », **Monique de Saint Martin** s'est intéressée aux processus d'internationalisation des élites, qui se développent de plus en plus dans un contexte d'échanges économiques généralisés et de développement de processus d'intégration régionale (Union européenne, Mercosur). Au moyen de l'exemple des élites économiques et managériales et des élites universitaires et scientifiques, au sein desquelles les effets de l'internationalisation se font le plus sentir, Monique de Saint Martin a analysé les influences des processus d'internationalisation sur les modes de recrutement, de formation ou de gouvernement des élites nationales et sur les modes de légitimation. Défendant l'argument que ces processus d'internationalisation ne doivent en aucun cas faire méconnaître les grandes permanences ou les fondements nationaux du pouvoir, elle a prôné une étude des élites ancrée dans un contexte national précis et prenant en compte les rapports sociaux, les relations de pouvoir et les relations avec les États. Elle a par ailleurs insisté sur le fait que l'analyse de l'internationalisation des élites économiques et scientifiques et des institutions d'enseignement présentée ici est inséparable de l'étude de l'internationalisation des autres groupes d'acteurs avec lesquels les élites économiques et scientifiques sont en relation directe ou indirecte, parmi lesquels les syndicalistes, les élites locales, les membres des organisations non gouvernementales et des multiples associations de la société civile.

La présentation de **Petr Matějů** s'est concentrée sur deux étapes de la formation des élites et des classes moyennes en République tchèque, à savoir sur l'origine de la transformation et de la mise en place d'un nouveau système ainsi que sur la période de consolidation du système. Selon P. Matějů, dans la première phase de transformation, c'est la formation des élites qui, en produisant les conditions de la privatisation et du passage au capitalisme, a joué un rôle clef, tandis que dans la seconde phase, qui devait « réconcilier » le marché et la démocratie, ce sont les classes moyennes qui ont eu à jouer un rôle essentiel. S'interrogeant sur le rôle de la classe moyenne en République tchèque depuis sa renaissance après la chute du communisme, P. Matějů a mis en évidence le rôle essentiel joué par la classe moyenne dans le maintien de la démocratie en révélant le lien existant entre l'identification à la classe moyenne et la défense de valeurs démocratiques.

Du dimanche 27 au mardi 29 novembre, à Prague**« Quelle Europe annonce la Bataille d'Austerlitz ? »**

Colloque organisé par le CEFRES, l'Académie des sciences de la RT et l'Institut d'Histoire de l'Académie des sciences et l'Ambassade de France en R.T.

Le bicentenaire de la bataille d'Austerlitz a été l'occasion d'organiser, à Prague, un colloque international les 28 et 29 novembre 2005. Un comité scientifique composé d'universitaires tchèques, qui s'est réuni régulièrement au CEFRES au cours de l'année 2005, a construit un programme autour de la problématique de l'Europe au début du XIX^e siècle. Dans une perspective interdisciplinaire faisant appel à l'histoire, mais aussi à la sociologie, au droit et à la démographie, la réflexion a porté sur quatre axes : le système diplomatique, la circulation des idées et des modèles intellectuels, la démographie et l'économie et, enfin, les savoirs et les innovations techniques au début de XIX^{ème} siècle. Le colloque a fait appel à la participation des meilleurs universitaires originaires de République tchèque et de France (Thierry Lentz, Jacques Revel, Marie-Elisabeth Ducreux), mais aussi de quatre autres pays européens : Allemagne, Pologne, Russie et Suisse. Le Département fédéral des Affaires étrangères de la Suisse a d'ailleurs apporté son soutien à l'invitation de l'universitaire suisse.

Par rapport aux autres événements qui se sont tenus en République tchèque à l'occasion du bicentenaire de la bataille d'Austerlitz, l'ambition de ce colloque fut de s'interroger non pas sur la bataille elle-même, mais sur les sociétés et les États au moment des guerres napoléoniennes, en insistant sur la signification de l'évènement. L'historien français Jacques Revel, ancien directeur de l'École des hautes études en sciences sociales de Paris, a d'ailleurs profité de ce colloque pour réfléchir de manière plus générale au sens des « grands événements » dans la compréhension de l'histoire.

120 personnes ont participé à ce colloque qui s'est tenu, d'une part, dans les locaux du CEFRES et, d'autre part, dans ceux de l'Académie des sciences de la République tchèque.

La plupart des communications à ce colloque sont disponibles sur le site Internet du CEFRES à l'adresse www.cefres.cz. Un ouvrage en tchèque, publié aux éditions de l'Institut d'histoire de l'Académie des

sciences, devrait faire suite en 2006 à la tenue de cette manifestation. De même, un ouvrage en français (plus réduit) sera publié par le CEFRES.

Mardi 22 novembre 2005 : Ateliers en sciences sociales CEFRES / EHESS / Université Charles

François Hartog (Directeur d'études à l'EHESS) *Temps du monde et histoire*

Jan Křen (Faculté des sciences sociales, Prague) - discutant

Le 6 décembre 2005, François Hartog et Jan Křen ont présenté chacun à leur tour une réflexion sur les rapports différenciés des sociétés occidentales face au temps, ainsi que sur la manière de penser, et d'écrire l'histoire. François Hartog a insisté durant sa présentation sur le rôle joué dans l'historiographie par la notion de régime d'historicité entendu comme mode d'articulation des catégories du passé, du présent et du futur. Il proposa une réflexion sur le genre de l'histoire universelle, tel que l'Europe l'a produit et en a usé à partir du 19^e siècle. Ceci l'a amené à envisager l'histoire du rapport au temps de l'époque contemporaine, comme la période durant laquelle, émergerait la domination lente de la catégorie du présent ; domination temporelle qui irait de pair avec la globalisation.

Dans son exposé, il s'efforça de répondre à cette hypothèse au moyen d'une argumentation construite sur une analyse critique de l'historiographie contemporaine. Celle-ci, fut mise en perspective, d'une part, avec la philosophie de l'histoire européenne, et, d'autre part, avec la globalisation comme processus historique dans lequel le temps présent serait le régime temporel d'action privilégié.

Jan Křen a souhaité pour sa part réagir à l'hypothèse de François Hartog en intégrant dans l'analyse des régimes d'historicités, la différenciation générationnelle comme élément de compréhension de la coexistence de multiples temporalités qui seraient déterminées par les expériences individuelles et collectives. Ainsi, a-t-il fait cas de la rupture de 1989 comme base d'analyse d'un rapport au temps différencié entre les générations « pré-1989 » et les générations « post-1989 ». Il a insisté en ce sens sur l'horizon d'attente (terme emprunté à Hartog et signifiant la relation à l'avenir) différencié des générations ayant vécu durant la période communiste par rapport à celle de l'après 1989. Historien des relations germano-tchèques, il s'est inscrit durant son exposé au sein de la réflexion sociologique tchèque contemporaine sur le rapport des différentes générations à la transition.

Mardi 10 janvier 2006 : Ateliers en sciences sociales CEFRES / EHESS / Université Charles

Boris Pétric (Chargé de recherche CNRS) *ONG et société civile au Kirghizstan : mouvement descendant ou ascendant ?*

Magdaléna Šťovíčková Jantulová (Faculté des sciences humaines, Université Charles, Prague) *Les dilemmes de l'institutionnalisation du secteur civil tchèque au cours des dix dernières années*

Boris Pétric est revenu, au début de sa présentation, sur les conditions de l'arrivée des organisations internationales au Kirghizstan après l'indépendance et sur la notion de bonne gouvernance qu'elles ont introduite, et qui pensait d'abord la société civile kirghize en termes de manque. Boris Pétric a alors récusé cette approche consistant à penser la société comme constituée de compartiments distincts (État, société civile, etc.) et à présenter la société civile kirghize comme inexistante. Il a rappelé que, si le nombre des organisations non gouvernementales locales a explosé au Kirghizstan de 1995 à 2000, alimentant sa perception comme un « laboratoire de l'émergence de la société civile », de nouvelles stratégies ont vu le jour au tournant du XXI^e siècle : la constitution de coalitions, ou *coalition building*, entre ONG locales, nationales et internationales, font alors émerger des structures de pouvoir non gouvernementales à même de concurrencer l'État. Il importe donc, pour comprendre la place de la société civile dans les structures de pouvoir au Kirghizstan, de penser l'articulation des différentes formes de pouvoir, à savoir les organisations internationales, l'État et les ONG locales.

Magdalena Jantulová a tout d'abord rappelé le contexte dans lequel les organisations non gouvernementales sont apparues en 1989, à savoir l'après-1989, et leur constitution en représentants de la société civile. S'appuyant sur l'exemple d'une organisation non gouvernementale écologiste née d'une initiative citoyenne peu après 1989, M. Jantulová a retracé les étapes du processus d'institutionnalisation et de professionnalisation des ONG en République tchèque. La progressive substitution de professionnels et d'experts aux engagés bénévoles de la première heure a entraîné l'introduction d'une nouvelle culture et de nouvelles normes dans les structures non gouvernementales, tout en permettant d'augmenter l'influence des acteurs non gouvernementaux sur la société moderne. Ce processus de professionnalisation s'est soldé par la professionnalisation de la base bénévole elle-même, sans pour autant résoudre la fracture motivationnelle et stratégique entre professionnels et bénévoles. À l'heure des bilans, et bien que la professionnalisation des ONG

ait révélé les dilemmes inhérents à leur fonctionnement, il semble que l'institutionnalisation des structures non gouvernementales ait permis la standardisation et la spécialisation de leurs activités, facteurs susceptibles d'éveiller la confiance de la société civile et des sponsors internationaux.

Lundi 16 janvier 2006

« Genre et politique »

Colloque organisé par le CEFRES et l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de la RT, l'Association française de science politique et le Département des affaires étrangères du Gouvernement fédéral de Suisse.

Ce colloque répondait au triple objectif d'inscrire la dimension du genre dans l'agenda scientifique du CEFRES, de proposer une mise en perspective théorique et d'ouvrir certaines approches comparatives affranchies des clivages Est/Ouest ou anciens/nouveaux membres. De ce point de vue, la présence de chercheuses suisses offrait aux participants un regard extérieur à l'UE.

La journée s'est déroulée autour de deux panels déclinant des questionnements différents : le premier, réunissant des doctorantes françaises et tchèques, soulignait l'impact de l'eupéanisation, à travers le processus d'élargissement, sur les agendas et les modes d'organisation et de financement des organisations de femmes (H. Hašková, A. Křížková, SoU AVČR). Il mettait en outre en exergue le fait que les politiques européennes dans le domaine du genre sont le fruit d'évolutions successives et de redéfinitions (S. Jacquot ; IEP Paris), dans lesquelles s'immiscent parfois des enjeux sécuritaires ou des considérations morales (M. Darley, IEP Paris – CEFRES). La contribution de Than Huyen Ballmer Cao (Université de Genève) venait signaler l'importance du facteur externe dans le cas suisse, en dehors même du processus d'intégration. Le panel de l'après-midi abordait le thème de la présence des femmes dans les assemblées élues, à la fois sous l'angle des parcours d'entrée (M. Forest, IEP Paris, C. Achin, Paris VIII), des mécanismes d'inclusion des femmes (L. Sgier, Université de Genève), de la spécialisation genrée du travail parlementaire (I. Matonyte, Institut de sciences sociales, Vilnius) ou du rapport entre crise politique et féminisation des corps élus (M. Sineau, IEP Paris, M. Forest).

Les interventions des discutantes tchèques, spécialistes du genre à l'instar de Zdeňka Mansfeldová ou Hana Havelková, ou encore « praticiennes » issues du milieu associatif féministe (A. Králíková), ont souligné la convergence des analyses quant aux facteurs d'exclusion des femmes et au rôle d'impulsion tenu par des organisations internationales ou transnationales, comme l'Union Européenne.

Une soixantaine de personnes ont assisté et participé aux débats, parmi lesquelles plusieurs représentantes d'organisations de femmes, dans le mouvement associatif ou auprès des partis politiques tchèques (KDU, CSSD). Le thème de la participation politique des femmes faisant l'objet de débats récurrents dans les contextes tchèque et slovaque, la conférence a fait l'objet à ce jour de plusieurs comptes-rendus. Plusieurs projets de publication sont à l'étude, à la fois en France et en République tchèque.

Maxime Forest

Programmes

Programme du CEFRES

Mardi 28 février 2006 : Ateliers en sciences sociales CEFRES / EHESS / Université Charles

Jacques Revel (Directeur d'études à l'EHESS) *Peut-on généraliser à partir de cas singuliers ?*

Pavel Himl (Faculté des sciences humaines, Université Charles, Prague) discutant

Lundi 20 mars 2006

Olivier Mongin (Directeur de la rédaction de la revue *Esprit*) : *Face à la mondialisation, quelle Europe sociale ?*

Conférence dans le cadre du cycle "Intelligence du Monde" sur le thème "Questions à l'Europe", organisé en partenariat avec l'Institut français de Prague

Jeudi 23 et vendredi 24 mars 2006

L'Union européenne et le développement de l'Afrique

Colloque international organisé en partenariat avec le Centre de développement de l'Institut des relations internationales, Prague

Mardi 28 mars 2006 : Ateliers en sciences sociales CEFRES / EHESS / Université Charles

Jean-Charles Hourcade (Directeur d'études à l'EHESS) : *Les leçons de l'affaire climatique : quand on en vient à négocier autour de mondes virtuels*

Lundi 3 avril 2006

Marie-Claude Smouts (Directrice de recherche au CNRS) : *Quelles questions de recherche posent les questions d'environnement aux sciences sociales ?*

Lundi 3 avril 2006

Marie-Claude Smouts (Directrice de recherche au CNRS) : *Eau, air, énergie, climat : l'Europe a-t-elle pris la mesure des grands défis environnementaux ?*

Conférence dans le cadre du cycle "Intelligence du Monde" sur le thème "Questions à l'Europe", organisé en partenariat avec l'Institut français de Prague

Calendrier de manifestations scientifiques

Du 23 au 25 février 2006, à Plzeň,

XXVI^e symposium interdisciplinaire d'étude du XIX^e siècle

Les oubliés et mal aimés de la culture du XIX^e siècle en Bohême : le bureaucrate et l'entrepreneur

Organisé par l'Institut d'histoire de l'art de l'Académie des sciences de la République tchèque et les Archives de la ville de Plzeň

Renseignements: petrasova@udu.cas.cz, lorhel@volny.cz

Le lundi 27 février de 14 à 16h30, dans le cadre du séminaire annuel de l'Atelier en sciences sociales de Varsovie qui porte cette année sur « le temps », **Yves Cohen** donnera une conférence intitulée « Recherches croisées d'ethnographie et d'histoire sur le travail ». La conférence aura lieu salle 24 de l'Institut de Philosophie de l'Université de Varsovie, Krakowskie Przedmiescie, 3. Le soir il donnera une conférence sur "La culture du leadership au XX^eme siècle " à l'Institut Français, à 18h30, ul senatorska 38. Pour plus d'information : [Atelier en sciences sociales](#) de Varsovie. Vous pouvez également consulter le nouveau site du [Centre de civilisation française](#) de Varsovie.

Les 7 et 8 avril 2006 au Centre culturel de rencontre européen de la Fondation Joseph Károlyi dans le château Károlyi de Fehérvárcsurgó, à 80 km à l'ouest de Budapest

1956 dans les manuels scolaires en Europe

Séminaire international pour historiens, étudiants et professeurs d'histoire, organisé par la Fondation Joseph Károlyi, le Département d'histoire de la CEU et Pastis Inc., Center for Historical Studies en coopération avec l'Association hongroise des professeurs d'histoire avec le soutien de l'Institut français de Budapest, la Fondation Hanns Seidel, Budapest et la Fondation Robert Schuman, Paris.

Appels à candidatures pour une bourse du CEFRES

appel à candidatures 2006-2007.

Le CEFRES propose à compter du 1er septembre 2006, **pour l'année universitaire 2006-2007**, deux bourses de recherche d'un montant annuel de 9 147 Euros, d'une durée d'un an renouvelable.

Chaque bourse est destinée à un jeune chercheur en cours de doctorat, inscrit dans une université française, qui travaille dans les disciplines suivantes : anthropologie, démographie, droit, économie, histoire, philosophie, relations internationales, science politique, sociologie, et dont le sujet traite de l'Union européenne élargie ou de l'Europe centrale.

Le dossier de candidature est à demander soit au CEFRES, soit au ministère des Affaires étrangères - sous-direction des sciences sociales et de l'archéologie, 244, boulevard Saint-Germain, 75 303 PARIS 07 SP (fax : 01 43 17 97 20) - courriel : brigitte.myard@diplomatie.gouv.fr.

Les **dossiers de candidature** doivent comprendre :

- un curriculum vitæ,
- un projet de recherche doctorale,

- une recommandation du directeur de la thèse,
- une recommandation d'un autre directeur de recherche ou professeur.

Le dossier doit être rempli en deux exemplaires, puis déposé ou acheminé par la poste au plus tard le **1er avril 2006** (cachet de la poste faisant foi) :

- Un exemplaire, accompagné des originaux des pièces susmentionnées, doit être adressé au Directeur du CEFRES à Prague ;
- Un exemplaire, accompagné des copies des pièces susmentionnées, doit être adressé au ministère des Affaires étrangères, DGCID, sous-direction des sciences sociales et de l'archéologie (SUR/RSA), 244, boulevard Saint - Germain, 75303 Paris SP.

Les dossiers seront examinés par le conseil scientifique du CEFRES en mai 2006.

Le bénéficiaire de la bourse aura pour obligation d'être basé à Prague, de participer régulièrement aux activités du CEFRES (notamment aux ateliers et séminaires de recherche), et de rédiger un rapport sur l'avancement de ses travaux à l'issue de l'année de bourse.

Les doctorants souhaitant bénéficier de renseignement complémentaire peuvent soit téléphoner (00420 224 92 14 00), soit adresser un message électronique au CEFRES (michel@cefres.cz).

Dernières publications des membres du CEFRES

PUBLICATIONS DES MEMBRES DU CEFRES

Claire Madl : "Dovoz francouzských knih do Čech na konci 18. stol." *Miscellanea, The manuscripts and early printed books department* 18, 2003-2004, Praha, 2005, p. 257-275.

Michel Perottino : "Militer au parti communiste de Bohême et de Moravie" *In Sandrine Devaux (éd.) Les nouveaux militantismes dans l'Europe élargie*, L'Harmattan, 2005, p. 33-50.

AUX ÉDITIONS DU CEFRES

— **Bertrand Badie**, *Raymond Aron, penseur des relations internationales. Un penseur « à la française » ?*, Étude du CEFRES n° 5, disponible en ligne : <http://www.cefres.cz/publications/etude5.pdf>

— **Tereza Hyánková**, *L'immigration des Kabyles d'Algérie en République tchèque*, Étude du CEFRES n° 6, disponible en ligne : <http://www.cefres.cz/publications/etude6.pdf>

Vous pouvez également consulter la liste des publications du CEFRES sur le site du CEFRES

© LA LETTRE DU CEFRES

Les opinions émises dans les comptes rendus des conférences et des débats n'engagent que leurs auteurs.

Directeur de la publication : Christian Lequesne

Rédaction en chef : Claire Madl et Michel Perottino

cefres@cefres.cz